GOUVERNANCE ET CROISSANCE ECONOMIQUE INCLUSIVE: CAS DE LA TUNISIE

Hadda KILANI*
Mohamed BEN AMAR**

Abstract: *This work focuses on the relationship between governance and inclusive economic growth in Tunisia over the period 1996-2017. The Inclusive Growth Index is based on appropriate indicators from McKinley (2010). The composite index was constructed on a weighted score for each year from 1996 to 2017. The sum of all indicator scores for each year provides the inclusive composite index for the year. In this case, by applying the technique of Principal Component Analysis (PCA) we have constructed an aggregate indicator of governance. The index was also constructed based on a number of structural and political changes in the Tunisian economy in terms of inclusive growth in relation to these changes. To conclude, the results of VECM clearly show the existence of a relationship between governance and inclusive economic growth in Tunisia.*

Keywords: *Inclusive growth; PCA; governance; Tunisia.*

DOI 10.53373/ REDS.2022.55.2.0061

1. Introduction

Une société inclusive ou ‘inclusion’ sont deux concepts complexes, comme la « gouvernance » et « Bonne gouvernance ». La complexité du concept de croissance inclusive ainsi que le désaccord sur ses indicateurs appropriés sont au cœur d’un débat récent sur les questions relatives au développement économique. L’accent est mis sur le « bien-être de la population » plutôt que sur la « production économique » (Stiglitz et al., 2009) et que la croissance devienne plus inclusive (OCDE, 2019)

En effet, plusieurs programmes défendent bien l’idée que les fruits de la croissance finissent par exclure les plus pauvres de la société et la nécessité des politiques distributionnelles pour soutenir la population pauvre en dépit d’une aggravation des inégalités des revenus, (le sommet de développement durable (1995), les objectifs de l’organisation mondiale de développement (2000) et les objectifs de développement durable (OMD, 2015) et l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2019). L’importance de lutter contre les inégalités est confirmée par Piketty (2014): en effet la croissance économique ne s’accompagnait pas souvent d’une réduction des inégalités. Cela est principalement

* Docteur en Sciences Economiques, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Sfax, kilani.esc@gmail.com.

** Maître de conférences en Sciences Economiques, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Sfax, mohamed.benamar@fsegs.usf.tn.

dû au fait que les fruits de la croissance économique ne sont pas répartis également sur la société. Les riches qui ont déjà plus de capitaux s'enrichissent, tandis que les pauvres n'avaient aucun avantage de la croissance économique. Voilà pourquoi, depuis quelques années, l'on s'intéresse plus à la notion de la croissance inclusive, (Rauniyar et Kanbur, 2000). Une croissance inclusive est atteinte lorsque tous les membres de la société ont la possibilité de participer à l'économie en étant employés. Nous cherchons dans ce travail à identifier non seulement la croissance inclusive mais de savoir si l'inclusion est un ingrédient nécessaire ou plutôt un résultat à long terme du développement dans le pays étudié. La première partie traite un cadre théorique de littérature qui porte sur la relation gouvernance et croissance inclusive. La deuxième partie présente la méthodologie à appliquer pour évaluer cette relation en tenant compte de certains changements de l'économie tunisienne.

2. Revue de la littérature théorique

2.1. Cadre théorique de la croissance inclusive

La croissance inclusive est une notion traduite par un accès plus large des opportunités tout en protégeant les personnes vulnérables dans un contexte d'équité, d'égalité et de la justice, (BM, 2009, 2017). La croissance inclusive est une croissance distributive si elle est définie comme étant un processus fondé sur des résultats. Cette notion implique une croissance durable qui crée et élargie les opportunités économiques et assure un accès plus large à ces opportunités de sorte que les membres de la société peuvent participer à la croissance et en tirer profit (Klasen, 2010; Ali et Son, 2007; Bourguignon et al, 2007). Klasen (2010), définit la croissance inclusive comme une croissance limitée au revenu. Il souligne que si la croissance présente des variables non liées au revenu du bien-être (éducation, santé), dans ce cadre la croissance inclusive s'oriente vers un développement inclusif. Rauniyar et Kanbur (2010) traitent les questions conceptuelles relatives à la croissance inclusive. Ainsi la croissance inclusive est une croissance accompagnée par une réduction de l'inégalité. Pour Ali et Son (2007), « La croissance inclusive c'est la croissance qui crée non seulement de nouvelles opportunités économiques, mais qui garantit également un accès égal aux opportunités créées pour tous les groupes de la société en particulier les pauvres ».

Pour Ali et Zhuang (2010), la croissance inclusive est définie comme étant un résultat, qui garantit un accès aux opportunités et une égalité des chances, pour l'accès aux opportunités. Cela se traduit par plus de participation à la vie économique. Pour Ianchavichina et Lundistoram (2012), « La croissance inclusive consiste à accélérer le rythme de la croissance et à renforcer l'économie tout en égalisant le terrain de jeu pour les investissements et en augmentant l'emploi productif ». La définition d'Ali et Zhuang (2007) est issue des travaux de Romer (1992) sur l'égalité des chances, ensuite elle était reprise par le Rapport de la Banque

Mondiale (2006),¹ sur le développement dans le monde « Equity in Development » et d'autres travaux de recherche, (Bourguignon et al, 2007). L'égalité des chances désigne le bien-être. Dans cette définition, une croissance qui favorise l'égalité des chances est une croissance inclusive.

Pour Rauniyar et Kanbur (2010), une croissance inclusive peut être obtenue en mettant l'accent sur l'intégration régionale de la croissance économique, en améliorant l'accès aux actifs et aux marchés et en établissant des opportunités pour les prochaines générations. Ce terme (année) désigne l'égalité des chances, économiques, sociales et institutionnelles. La littérature souligne également que la croissance inclusive s'accompagne de réduction des inégalités de revenus. McKinley (2010) traite la question de la croissance inclusive comme une croissance économique, qui inclue des capacités humaines. Pour lui, la croissance inclusive est un outil pour améliorer les résultats économiques. Cette approche met l'accent sur les mesures non liées au revenu du bien-être et sur la valorisation des capacités humaines (la santé et l'alphabétisation), principalement en tant que résultats du développement humain, et non en tant qu'un outil pour accélérer la croissance économique.

McKinley analyse un cadre conceptuel de la croissance inclusive et traite une approche diagnostique à travers les indicateurs qu'il a proposé à savoir l'emploi productif et les infrastructures économiques; (ii) la pauvreté monétaire et l'équité, y compris l'équité entre les sexes; (iii) les capacités humaines; et (iv) la protection sociale. Ces indicateurs ont été utilisés pour construire un indicateur agrégé de la croissance inclusive. Cet indicateur constitue un point de départ pour la Banque Asiatique de Développement en vue d'atteindre les objectifs de la croissance inclusive.

2.2. Cadre théorique de la gouvernance

Depuis les années 1990, l'objectif primordial des organisations internationales (FMI et BM) est de promouvoir une bonne gouvernance. Les programmes de développement et la lutte contre la pauvreté sont devenus une priorité et un objectif à long terme. L'adjectif « bonne » est donné souvent par les grandes institutions internationales c'est une forme avancée de la participation, de la démocratie, de l'efficacité et de la transparence. La notion de bonne gouvernance est apparue dans le langage des institutions multilatérales comme une nouvelle stratégie de développement, suite aux échecs du consensus de Washington. Ainsi, cette notion couvre plusieurs définitions et nécessite différentes mesures, particulièrement dans les travaux relatifs à la croissance économique. Cependant, l'étude de bonne gouvernance nous renvoie à l'analyse des institutions et à leurs capacités à favoriser la croissance. A ce niveau, nous allons effectuer cette analyse en se basant sur les travaux de la Nouvelle Economie Institutionnelle et plus particulièrement sur ceux de Douglass North.

¹ Sexe, appartenance ethnique, religion et secteurs, agriculture, industrie, manufacturière, services,

La notion de la bonne gouvernance a été introduite pour la première fois par le président de la Banque mondiale, Seragledin en 1991, dans son rapport « Public Affairs Department ». La bonne gouvernance est l'ensemble des mécanismes, processus et institutions grâce auxquels les citoyens et les sociétés règlent les lois, (Khan, 2006). Selon Kaufmann et al. (2002), la bonne gouvernance est considérée comme un ensemble des processus et des institutions.

2.3. Gouvernance et croissance inclusive: Fondements théorique

La croissance inclusive implique des dimensions autres que la pauvreté et la distribution des revenus, comme la gouvernance, qui en elle-même ont un impact sur la distribution des revenus.

La création d'institutions efficaces pourrait donc être importante pour rendre la croissance inclusive.

Pour qu'un pays atteigne une croissance inclusive en plus de l'efficacité gouvernementale, l'état de droit devient nécessaire. Ces caractéristiques institutionnelles de la bonne gouvernance permettent une meilleure réglementation des droits de propriété et des affaires et une application efficace par le système juridique.

La gouvernance est donc perçue comme l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative garantissant la participation populaire, la stabilité politique, le développement institutionnel et le respect des droits humains.

Elle intègre l'ensemble des ressources et mécanismes susceptibles d'être mobilisés en vue d'optimiser l'indice de performance de gestion des affaires publiques et de favoriser tant sur le plan politique et administratif que social et économique, l'articulation de leurs intérêts et les groupes, ainsi que l'exercice de leurs droits et devoirs.

La gouvernance démocratique proprement dite est celle qui permet une égale participation effective des citoyens au processus de prise de décision politique relative à la gestion. A ce titre, c'est un moyen de rendre effectif l'exercice des droits politiques de la population. La bonne gouvernance dans les pays en développement a été une condition préalable.

Récemment, la Banque Mondiale a introduit le concept d'inclusion dans son approche et place les inégalités sur son agenda. Les deux termes gouvernance et institutions ouvrent la voie à la politique de développement économique: la démocratie, la résolution des conflits, l'efficacité administrative, l'Etat de droit ou encore le contrôle de la corruption. Dans le cadre de la croissance économique et du développement, ces deux termes semblent être indissociables et ont les mêmes finalités.

Les institutions sont l'ensemble des règles qui dirigent la vie en société. North (1990) a fait une distinction entre institutions formelles et informelles: les institutions formelles couvrent les règles juridiques, économiques et politiques qui structurent et coordonnent les relations sociales. Ces règles ont pour fonction selon North de faciliter les échanges.

La question de la gouvernance aborde la question des institutions ce qui implique d'abord d'étudier la question de la capacité des institutions à promouvoir la croissance. De ce fait, la notion de gouvernance et les facteurs institutionnels ne peuvent pas être distingués. Les institutions correspondent généralement à un concept plus large englobant les restrictions formelles et informelles, les règles et les lois qui définissent non seulement les fonctions de l'État, mais également celles des idées privées.

L'approche des institutions inclusives considère les institutions comme des causes fondamentales de la croissance économique. Les institutions économiques inclusives disposent d'une propriété sécurisée des droits pour la majorité de la population (tels que les petits agriculteurs et entrepreneurs), la loi et l'ordre, les marchés ouverts à la libre entrée relative de nouvelles entreprises, soutien de l'État aux marchés (sous la forme de fourniture de biens publics, de l'exécution des contrats), et l'accès à l'éducation et la possibilité pour la grande majorité des citoyens. Les institutions politiques inclusives permettent une large participation des citoyens du pays, faire respecter la primauté du droit et imposer des contraintes et des politiciens avec la primauté du droit, (Acemoglu et Robinson, 2012).

Les institutions économiques inclusives ne sont pas neutres en termes de répartition: elles déterminent non seulement le potentiel de croissance global de l'économie, mais également la répartition des ressources dans le pays.

Acemoglu et Robinson (2012) soulignent que les institutions « inclusives » sont le facteur critique pour créer un développement économique et politique, comme par le biais des droits de propriété formels et des formes libérales de démocratie, y compris la capacité de l'État (Fukuyama, 2015).

Les institutions politiques sont inclusives si les membres d'une société sont impliqués dans la prise de décision et le contrôle politique indépendamment de l'âge, l'origine et la religion. Les institutions politiques inclusives ont une valeur intrinsèque pour le fonctionnement de la société civile et l'État et influent donc également sur les processus économiques, tels que les investissements dans les acteurs de production, qui à leur tour ont un impact sur la production et le revenu dans un pays, (Grömling et Klös, 2019).

Nous avons souligné dans cette section le rôle de la gouvernance dans la réalisation d'une croissance pro-pauvre et croissance inclusive. Une bonne gouvernance traduit l'efficacité des institutions. Nous avons essayé également de clarifier la nature de la relation entre la croissance économique et la croissance pro-pauvres et inclusive théoriquement. Nous avons souligné que ces théories sont fondées sur des facteurs qui constituent des éléments moteurs de la croissance telle que le capital humain, le progrès technique et l'accumulation du capital.

Cependant, ces théories ont négligé le rôle des facteurs institutionnels et politiques dans la croissance et que la remise en cause du rôle de l'État s'est apparue avec les travaux de North, en particulier, qui justifie son hypothèse sur l'effet de l'accumulation des facteurs productifs par un environnement institutionnel implicite.

3. Méthodologie empirique

3.1. Données et Modèle

Afin d'examiner la présence d'une éventuelle relation entre la croissance inclusive et la bonne gouvernance en Tunisie sur la période allant de 1996 à 2017. Nous rappelons que les données sont collectées et extraites des bases suivantes: World Development Indicators (2019), Pauvcal Net (2020). Nous testerons un modèle expliquant l'indice de la croissance inclusive de retenu par un indice de la qualité des institutions et d'autres variables macroéconomiques. Pour déceler l'existence d'une relation de causalité entre la croissance inclusive et la bonne gouvernance, il suffit de cerner l'analyse de relations de cointégration à long terme. Pour cela, nous examinons un modèle néoclassique conventionnel de production d'agrégats inclusifs d'un pays en fonction de la gouvernance et de plusieurs variables de contrôle.

En se basant sur le modèle de Solow (1957), nous retenons l'équation suivante:

$$SIGI_{it} = \alpha_0 + \beta_1 GI_{it} + \beta_2 X_{it} + \varepsilon_{it}$$

ISCI présente l'indice synthétique de la croissance inclusive: cet indice est composé de 22 variables relatives à trois dimensions de la croissance inclusive.

L'ISG représente l'indice synthétique de la gouvernance: cet indice est composé de six indicateurs de gouvernance:

X une matrice des variables de contrôle:

INVEST: le logarithme de la formation brute du capital fixe (FBCF);

IDE: le logarithme des entrées nettes d'IDE en % du PIB;

INF: Inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation;

TRN: le logarithme total des ressources nettes en % PIB.

L'hypothèse principale que nous cherchons à vérifier est la suivante: La qualité des institutions a un impact statistiquement significatif sur l'inclusion de la croissance économique dans le cas Tunisien. Sur la base de la littérature, le signe attendu de β_1 est positif, car une augmentation de la qualité institutionnelle, favorise une croissance inclusive. En vue de répondre à cette hypothèse nous présenterons la démarche méthodologique relative à l'analyse empirique de la relation gouvernance (qualité institutionnelle) et croissance inclusive. Nous appliquerons la méthodologie économétrique en séries temporelles.

3.2. Tests de Racine Unitaire

Nous appliquons comme première étape, les tests ADF de racine unitaire des variables du modèle: croissance inclusive (ISCI), gouvernance (ISG), investissements directs étrangers (IDE), total de ressources nettes (TRN),

investissements (INVEST) et inflation (INF). Nous présentons ici les résultats des tests de racine unitaire ADF.

Tableau 1: Résultats des tests ADF

	Variables en niveau	Variables en différences premières
ISG	-0.229253	-3.473363***
INF	-1.962083	-6.416525***
IDE	-0.676593	-8.344669***
TRN	-0.683208	-4.160299***
INVEST	-1.628623	-3.937509***
ISCI	-3.153672	-2.689015***

***, **, * à 1, 5 et 10 pourcent de significativité, respectivement.
Source: calcul des auteurs basé sur les résultats des tests ADF.

Les résultats du tableau 1 montrent que les séries de notre étude ne sont pas stationnaires en niveau et deviennent stationnaires après une première différenciation, donc elles sont intégrées d'ordre 1. Après avoir établi que toutes les séries sont intégrées du même ordre, nous testons l'existence d'une relation linéaire stable à long terme entre ces séries.

3.3. Tests de cointégration

En pratique, la deuxième étape consiste à déterminer le nombre de retards retenus pour le modèle. Elle repose sur deux techniques: Soit, fixer au préalable un retard élevé ($P = 12$ pour des données mensuelles ou un $P = 4$ pour des données annuelles ou trimestrielles) puis procéder par tâtonnement, soit entreprendre l'estimation des critères d'informations Akaike et Schwars avec des retards différents. On retient le nombre de retards qui minimisent ces critères. Nous constatons l'existence d'un seul nombre de retard pour chaque pays.

Tableau 2: Détermination du retard

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-78.29476	NA	0.000288	8.873132	9.171376	8.923607
1	11.31351*	113.1894	1.27e-06*	3.230157*	5.317864*	3.583480*

Source: calcul des auteurs.

Puisque le résultat est concluant, nous passons à l'identification du nombre de relations de cointégration au cours de la période d'analyse. Les résultats du test de la trace de Johansen (tableau 3) indiquent l'existence de 4 relations de cointégration.

Tableau 3: Résultats du test de Johannsen

H0	Eigenvalue	Trace statistics	0.05 Critical Value	Prob.
r=0***	0.983815	195.3387	95.75366	0.0000
r=1***	0.902881	112.8648	69.81889	0.0000
r=2***	0.824699	66.22840	47.85613	0.0004
r=3**	0.633541	31.40342	29.79707	0.0324
r=4	0.332694	11.32602	15.49471	0.1922
r=5	0.149384	3.235892	3.841465	0.0720

***, **, * à 1, 5 et 10 pourcent de significativité, respectivement.

Source: calcul des auteurs basé sur les résultats des tests de cointégration.

3.4. Régression par le VECM

L'existence de relations de cointégration justifie l'adoption d'un modèle à correction d'erreur, conformément à la représentation suivante:

$$D(ISCI)_t = \beta_0 + \beta_1 DINVEST_t + \beta_2 D(IDE)_t + \beta_3 D(INF)_t + \beta_4 D(TRN)_t + \beta_5 D(ISG)_t + \lambda ISCI_{t-1} + \varphi_2 INVEST + \varphi_3 IDE + \varphi_4 INF + \varphi_5 TRN + \varphi_6 ISG + \varepsilon_{t-1}$$

Les coefficients $\beta_1, \dots, \beta_5$ représentent les élasticités de court terme; le coefficient λ est le terme de correction d'erreur qui doit être négatif et compris entre -1 et 0. Ce dernier indique la vitesse d'ajustement de la variable endogène (ISCI), pour retourner à l'équilibre, suite à un choc de long terme. Autrement dit, il correspond aux stabilisateurs automatiques de l'économie.

Les élasticités de long terme sont calculées selon la formule suivante: $-\frac{\varphi_j}{\lambda}$.

Les résultats présentés dans le tableau 7 montrent que le terme à correction d'erreur, associé à la force de rappel λ est négatif et significativement différent de zéro au seuil statistique de 1%. Il existe donc un processus de rattrapage vers la valeur d'équilibre. Autrement dit, un mécanisme à correction d'erreur de long terme des déséquilibres de la croissance inclusive dans le pays. En effet, il s'est avéré que tout déséquilibre entre le niveaux désiré et effectif de la croissance inclusive, est résorbé à environ 18,18% par les différents facteurs explicatifs introduites dans l'équation. Une telle vitesse de stabilisation des fluctuations des économies est faible, ce qui se traduit par une persistance de l'effet du choc, qui se traduit par la volatilité des principaux agrégats macroéconomiques.

Tableau 4: Résultats du Modèle à Correction d'Erreur

	Variable Dépendante: ISCI
C	2,7464
D(INVEST)	0.1105***
D(IDE)	0,1622***
D(INF)	-0,0061***
D(TRN)	-0,1761***
D(ISG)	0,1765***
λ	-0,1818***
INVEST	-0,2952
IDE	-0,0156***
INF	-0,0160
TRN	-0,0080
ISG	-0,0313**
Khi-2=	134,465
Prob (Khi-2)=	(0,482)
NR²=	33,1758
Prob.	(0,3035)

***, **, * à 1, 5 et 10 pourcent de significativité, respectivement.

Source: calcul des auteurs basé sur les résultats de l'estimation par VECM.

De plus, l'hypothèse de non corrélation des erreurs est acceptée. Effectivement, si la probabilité du test est supérieure à 5%, alors nous acceptons l'hypothèse nulle de non dépendance entre les erreurs. Nous pouvons conclure que les erreurs des modèles ne sont pas corrélées, et les erreurs des modèles sont des bruits blancs. De la même manière, nous retenons l'absence de problème d'hétéroscédasticité. Effectivement, un test d'hétéroscédasticité selon Levin et Square (similaire au test de white, mais plus robuste dans le cas d'un nombre réduit d'observations) a été utilisé. Selon ce test, l'hypothèse nulle d'homoscédasticité.

Ce tableau montre bien la relation à court terme et à long terme de dynamique des différentes variables. En effet, le résultat du tableau ressort bien un impact positif à long terme de la gouvernance Tunisienne sur la croissance inclusive. La gouvernance, par le biais des institutions, pourrait adopter des politiques qui favorisent une croissance soutenue (Acemoglu et Robinson, 2012, North, 1990).

Les institutions dans notre contexte influent directement ou indirectement sur la croissance inclusive. Dans ce contexte, des indicateurs ont été inclus pour contrôler le rôle des institutions dans la croissance inclusive tel que les investissements directs étranger (IDE), les ressources naturelles (TRN), les investissements locaux (INVEST).

La corruption entrave la croissance inclusive par le canal de l'IDE, résultat confirmé par Abbe (2019). De plus, les effets positifs de l'IDE sur la croissance dépendent du capital humain disponible. Cette baisse n'alimente pas effectivement la croissance et ne permet pas d'augmenter les recettes publiques, bien qu'elle puisse

exacerber les inégalités lorsqu'elle vise des secteurs à forte intensité de capital qui créent peu de nouveaux emplois. Ce qui cadre avec les résultats trouvés par Nyasulu (2018). L'impact positif des entrées d'IDE sur la croissance est relatif à la présence d'un niveau minimum de capital humain dans l'économie, (Barro, 2001; Anand et al. 2013).

4. Conclusion

Nous pouvons conclure que la qualité des institutions a un impact statistiquement et économiquement significatif sur l'inclusion de la croissance économique en Tunisie. Sur la base de la littérature. L'estimation par le VECM, qui est particulièrement bien adaptée à l'articulation entre dynamique de court et de long terme. Le coefficient du terme de correction d'erreur est négatif et statistiquement significatif, confirmant ainsi l'existence d'un mécanisme de correction d'erreur. Ce coefficient, qui exprime le degré avec lequel la variable croissance inclusive sera rappelée vers la cible de long terme. Le coefficient de l'indice de la gouvernance (IG) en termes de croissance inclusive est positif et significatif. En effet, considéré comme le mode d'exercice du pouvoir dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays.

Le calcul de l'indicateur agrégé de la gouvernance d'un pays repose sur certaines composantes sans prendre en compte toutes les qualités évoquées. En effet, la construction d'un indicateur agrégé, est censée appréhender la qualité des institutions tunisiennes. Certes, il s'est avéré des différents tests et investigations effectués.

Références:

- Abbe, H. (2019), « Qualités institutionnelles, chômage et croissance inclusive dans l'UEMOA. », *Revue Internationale de Gestion et d'Economie*, Vol 7, N° 1, pp. 125-148.
- Acemoglu, D. & Robinson. J. A. (2012), « Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty », *Crown Business*, Vol2, N°29, p.546.
- Ali, I. & Zhuang, U. (2007a), « Poverty, Inequality, and Inclusive Growth in Asia » *onference: Book chapter. Poverty, Inequality, and Inclusive Growth in Asia. Anthem Press. UK.*
- Ali, I. et Son H. (2007b), « Measuring Inclusive Growth », *Asian Development Review*, Vol 24, N°1, p. 11-31.
- Anand, A., Mishra, S. & Peiris, S. J. (2013), « Inclusive Growth Revisited: Measurement and Determinants », *Economic premise*, N°122. *World Bank*.
- Banque Mondiale (2010), « Job Generation and Growth Decomposition Tool: Understanding the Sectoral Pattern of Growth and its Employment and Productivity Intensity », *Reference Manual and User's Guide Version 1.0*, p 45.
- Banque Mondiale (2017), « La croissance économique – Vue d'ensemble. » Site internet de la Banque mondiale. disponible sur: <https://www.banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2017/06/06/global-growth-set-to-strengthen-to-2-7-percent-as-outlook-brightens>
- Barro, R. J. (2001), « Human Capital and Growth », *The American Economic Review* Vol. 91, N°. 2, pp. 12-17

- Bourguignon F., Ferreira, F. & Marta, M. (2007), « Inequality of opportunity in Brazil », *Review of Income and Wealth, Blackwell Publishing, Vol 53, N°4, pp .585-618.*
- Fukuyama, F. (2015), « States and Democracy », *Journal of Democracy, vol 21 N°7, pp 1326-1340.*
- Grömling, M. & Klös, H. (2019), « Inclusive Growth — Institutions Matter! », *Intereconomics 54, N° 3, pp.184–192.*
- Ianchovichina, E. & Lundstrom, S.G. (2012), « What Is Inclusive Growth? », In *Commodity Prices and Inclusive Growth in Low-Income Countries », International Monetary Fund.*
- Kaufmann, D. & Kraay, A. (2002), « Growth Without Governance », *Economia Journal, Vol 3, N°1.pp. 1-59.*
- Khan. H.M. (2006), « Governance and Anti-Corruption Reforms in Developing Countries: Policies, Evidence and Ways Forward», *UNCTAD, N° 42.*
- Mankiw, N. E., Romer, D. & Weil, D. N. (1992), « A Contribution to the Empirics of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics, vol 107, Issue 2, pp. 407-37.*
- McKinley, T. (2010), « Inclusive Growth Criteria and Indicators: An Inclusive Growth Index for Diagnosis of Country Progress », *ADB Sustainable Development WP, N°14, p.36.*
- North, D. (1990), « A Transaction Cost Analysis of Politics », *Journal of Theoretical Politics, Vol 2, N°4, pp.355-36.*
- Nyasulu. T., (2018), « Foreign Direct Investment and Inclusive Growth: Comparative Evidence from Zambia and Malawi », *Phd, p. 211.*
- OMD, (2015) « Objectifs du Millénaire pour le développement Disponible ».
- Piketty, T. & Zucman. (2014); « Capital is back: Wealth-Income Ratios in Rich Countries », *Quarterly Journal of Economics, Vol 129, N°3, pp 1255–1310.*
- Rauniyar, G. & Kanbur, R. (2010), « An'Inclusive Development: Two Papers on Conceptualization, Asian Development Bank, *Journal of The Asia Pacific Economy - J ASIA PAC ECON*, vol. 15, p. 455-469.
- Solow, R. (1956); « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics, Vol 70, pp. 65-94.*